

La politique tunisienne face à la guerre d'Algérie

Giampaolo Calchi Novati

Pendant la guerre d'Algérie, en raison de leur position géographique et de leurs liens historiques, la Tunisie et le Maroc étaient destinés à devenir une extension du champ de bataille. En tant qu'Etats indépendants, ils ne manquaient pas de tenir compte de leurs projets nationaux et de la spécificité de leurs intérêts, en concurrence avec l'Égypte nassérienne, autre «parrain» de l'insurrection algérienne, très soucieux de garder son hégémonie sur le monde arabe.

On ne traitera pas ici de l'effet accélérateur de la guerre en Algérie sur le processus d'autodétermination de la Tunisie et du Maroc (et aussi des pays de l'Afrique française au sud du Sahara), en raison de la volonté manifeste de la France d'éviter la multiplication de guerres coloniales et du danger d'une radicalisation de la décolonisation partout dans l'empire, mais plutôt de l'influence que la Tunisie a exercé sur la guerre en Algérie, par rapport à son propre équilibre interne et aux problèmes du Maghreb en formation, dans le cadre complexe des relations que Tunis entretenait avec la France.

Une collaboration militaire entre les mouvements de libération ?

Existait-il un engagement formel du Néo-Destour et de l'Istiqlal pour coordonner leur action militaire avec les nationalistes algériens? «*Nous étions en droit d'espérer...*», a dit une fois le président Boumediène. Les «engagements solennels» pris par les partis nationalistes maghrébins que le FLN mentionne dans ses textes («*aucun des pays qui s'unissaient ainsi dans l'action, ne devrait cesser le combat avant l'indépendance de tout le Maghreb*»)

remontaient à 1951 et 1952, mais ils s'étaient révélés une simple déclaration d'intention qui ne devait pas résister à l'épreuve des faits. L'Égyptien Fathi Al Dib parle d'une réunion préliminaire de tous les dirigeants des partis maghrébins en vue d'unifier leurs efforts pour l'exécution de leur plan de lutte armée en Afrique du Nord et d'un pacte intermaghrébin pour l'indépendance totale et simultanée du Maghreb signé le 4 avril 1954 au siège de la Ligue arabe ¹. Quoi qu'il en soit, les concessions de Paris en juillet de cette même année 1954, qui prévoyaient l'autonomie interne de la Tunisie et acceptaient la restauration de Mohammed V sur le trône marocain, modifièrent profondément les conditions politiques. La convergence à trois, qui comportait peut-être un effort militaire conjoint de l'ensemble des mouvements de libération du Maghreb (jugé d'ailleurs «irréaliste» à Tunis et à Rabat) n'avait plus de sens. En 1962, le président tunisien expliqua aux représentants algériens venus le remercier de l'appui pendant la guerre qu' «un pays souverain et reconnu sur le plan international et sur le territoire duquel pouvaient se replier les combattants était mille fois plus utile à l'Algérie combattante que s'il était entré directement dans la lutte»².

Bien qu'il n'existe aucune preuve décisive d'un véritable accord entre les responsables du Néo-Destour, de l'Istiqlal et du mouvement algérien pour une lutte de libération commune, certaines personnalités pourraient bien avoir pris des initiatives qui ont donné lieu à des malentendus. C'était notamment le cas de Salah Ben Youssef, secrétaire général du Néo-Destour à l'époque des premiers accords entre la France et la Tunisie, qui, violemment opposé à Bourguiba, «s'était fait le champion auprès de Nasser et des nationalistes algériens d'une bataille conjointe de l'Afrique du Nord contre la France» ³. En 1955, Ben Bella lui-même aurait signé un accord avec Ben Youssef pour réactiver la lutte armée en Tunisie en s'appuyant sur les dissidents tunisiens et le soutien de l'Égypte. Une autre réunion aurait eu lieu, toujours au Caire, en février 1956. Un document du septembre 1958, relatif aux inconvénients de la formation d'un gouvernement algérien, misait encore sur le mécontent de la population tunisienne à l'égard de la politique modérée de Bourguiba et donc sur les chances de la ligne radicale de Ben Youssef. En ce qui concerne le Maroc, certains dirigeants algériens avaient proposé aux chefs du maquis du Rif de rédiger un document qui liait le cessez-le-feu sur le front marocain au sort de la guerre du FLN. En octobre 1955, fut conclu à ce propos un accord opérationnel qui considérait «commune et indivisible» la lutte de libération contre la France. Ben Youssef se serait associé au texte algéro-marocain, qui demeura secret, pour lui donner une dimension pan-maghrébine. L'allusion de Boumediène se basait-elle sur ces précédents?

La contiguïté avec l'Algérie permettait à la Tunisie d'être la base arrière, par excellence, de la révolution algérienne. Elle mit à sa disposition des armes, des camps d'entraînement, des bases de repli, un appui logistique pour les actions militaires... et accepta que le gouvernement en exil de l'Etat algérien en formation établisse son siège à Tunis. De surcroît, la Tunisie se faisait le porte-parole de la lutte de l'Algérie dans les diverses instances de la diplomatie internationale et elle fut toujours un médiateur potentiel avec la France. Ni le Maroc, ni l'Égypte ne pouvaient en faire autant.

Le déclenchement de la lutte armée en Algérie a sans doute accéléré le processus d'indépendance de la Tunisie tout en provoquant de graves problèmes de sécurité à un pays qui devait encore achever sa propre émancipation en levant l'hypothèque militaire française. Du point de vue de la politique intérieure de la Tunisie, la conséquence la plus directe de la guerre d'Algérie a porté sur la campagne anti-bourguibiste de Ben Youssef qui, exilé en Égypte et allié du FLN et de Nasser, était un cauchemar constant pour le combattant suprême. Malgré la collusion entre le FLN et les yousséfistes, la Tunisie autorisa au début de 1956 l'Armée de Libération Nationale (ALN) à disposer de zones le long des frontières comme bases de repli et bientôt d'opérations et le Néo-Destour organisa ses réseaux pour ôter à ses adversaires le monopole de l'aide aux combattants du FLN.

Ces initiatives ont été prises alors que le rapport des forces était très largement en faveur de la France — qui maintenait en Tunisie la base aéronavale de Bizerte et plusieurs milliers de soldats répartis dans des bases de la Méditerranée au Sahara —, et que le gouvernement français était bien résolu à empêcher la Tunisie de mettre en pratique toute forme de solidarité active avec la lutte de libération de l'Algérie⁴. Dans le même temps, Bourguiba continuait de préconiser une paix négociée sans jamais renoncer à l'espoir de s'associer au règlement final avec en perspective la stabilité de la Tunisie et la construction d'un Maghreb uni. Il était convaincu que la solution du problème algérien pourrait plus facilement se trouver dans le cadre d'une «fédération ou d'une communauté maghrébine» à laquelle la France serait associée. Une position guère appréciée par le FLN qui craignait de voir ainsi sa liberté d'action réduite.

Pour la Tunisie, le but de cette subtile politique d'équilibre était d'arriver le plus vite possible à une victoire, politique sinon militaire, du FLN, en limitant les dégâts matériels et moraux de la guerre, les rancunes et l'esprit de revanche tout en évitant les solutions révolutionnaires. Le président

tunisien voulait concilier son substantiel "occidentalisme" avec l'indépendance de l'Algérie et insistait pour qu'une négociation soit ouverte avant que la haine accumulée de part et d'autre n'empêche tout dialogue entre les Français et les Algériens. Il ne perdait, par ailleurs, aucune occasion pour rappeler à ses interlocuteurs français que sa coopération avec l'Occident le mettait dans une position difficile face aux autres pays arabes et notamment avec l'Égypte nassérienne.

L'art du pragmatisme si cher au «combattant suprême» poussa les Algériens à le soupçonner de compromission et d'opportunisme. Leur méfiance envers Bourguiba avait pour origine le fait que la France avait agi très différemment dans les trois pays d'Afrique du Nord: alors que les protectorats avaient sauvé leurs structures étatiques, l'Algérie, considérée comme partie intégrante de la métropole, était administrée directement par la France. De même les perspectives des trois mouvements nationaux n'étaient pas les mêmes: les Tunisiens et les Marocains n'avaient employé la violence que de manière marginale en privilégiant une solution négociée pour le rétablissement de leur souveraineté nationale alors que pour l'Algérie, «nation niée», la guerre était un choix stratégique.

Sur les relations avec la Tunisie, le FLN était partagé entre deux attitudes: ou s'efforcer, à tout prix, de surmonter ces différences, afin d'unifier le combat; ou admettre ces divergences en recherchant, selon les circonstances, des formes plus souples de solidarité. Parmi les dirigeants qui penchaient pour la première se trouvaient les membres de la délégation extérieure (au-delà du rapprochement entre Ben Bella et Ben Youssef), tandis que les chefs politiques et militaires actifs en Algérie étaient plutôt partisans de la seconde. Pour mettre fin à toute spéculation sur les ambiguïtés des relations avec Bourguiba, une lettre ouverte lui fut adressée à travers les colonnes du journal tunisien *Action*. Cette lettre, signée par Mohamed Lebjaoui, qui traduisait les positions officielles de la direction du FLN, était si chaleureuse que beaucoup d'Algériens, au courant des sentiments anti-bourguibistes répandus dans le FLN, crurent à un faux. Le repli du CCE, la création du GPRA à Tunis et l'établissement de la très puissante armée des frontières avaient confirmé que, malgré les divergences politiques, Bourguiba était un allié indispensable de la lutte algérienne.

Coincés entre l'ALN qui aspirait à une plus large autonomie de manœuvre, et l'armée française, les autorités de la Tunisie se trouvaient dans une position très délicate. Un rapport de l'ambassadeur français, en date du 5 septembre 1956, fait état des protestations contre les opérations conduites en Tunisie par les forces françaises au nom du droit de suite.

Ainsi le vice-président du Conseil, Bahi Ladgham, déclarait qu'il «n'était plus en mesure de contrôler les réactions spontanées émanant aussi bien de milieux algériens que de milieux tunisiens» et que les incidents qui se multipliaient «*constituaient une atteinte intolérable à la souveraineté tunisienne et mettaient son gouvernement dans l'impossibilité de résister aux pressions sans cesse croissantes des Algériens, qui menaçaient maintenant ouvertement de se livrer à des représailles sur les colons ou les militaires français en Tunisie*»⁵. D'autre part, Bourguiba s'efforçait d'empêcher les contacts entre les cadres du Néo-Destour et ceux du FLN en Tunisie, parce qu'il craignait la contagion, dans son propre parti, des idées socialistes et révolutionnaires qui circulaient dans le mouvement algérien. Et de fait, les ressortissants algériens en Tunisie (130 000 d'après les sources du FLN) partageaient avec les habitants tunisiens des régions frontalières le pain disponible et subissaient ensemble les effets des attaques françaises.

Le bombardement de Sakiet-Sidi-Youssef

Tous les problèmes relatifs aux Algériens en Tunisie surgirent au premier plan de manière dramatique avec le sanglant raid aérien français contre Sakiet-Sidi-Youssef. Le village, situé en territoire tunisien près de la frontière algérienne, avait déjà été le théâtre d'incidents répétés. Paris et surtout le gouvernement d'Alger avaient menacé d'une réaction militaire en riposte à l'activité de l'ALN et aux tirs de la DCA tunisienne. Le matin du 8 février 1958, l'aviation française lâcha ses bombes sur les bases de l'ALN, les batteries tunisiennes, l'école et l'hôpital, et tua plusieurs dizaines de civils qui se trouvaient dans les ruelles du village ce samedi matin, jour de marché, alors que des fonctionnaires de la Croix Rouge étaient en train d'apporter des vivres aux réfugiés. La population de Sakiet-Sidi-Youssef pleura la mort de 75 hommes, femmes et enfants.

«*Véritable désastre pour l'image de la France au plan international*»⁶, ce bombardement représenta aussi la première étape de la crise qui prépara l'effondrement de la IV^e République et le retour au pouvoir du général de Gaulle, sans pour autant sauver l'Algérie française. Lacoste, le ministre-résident à Alger, avait-il donné son autorisation à l'attaque ou bien les autorités militaires avaient-elles décidé d'elles-mêmes de réagir comme le demandaient les troupes exaspérées en mettant le gouverneur devant le fait accompli ? Après la capture de Ben Bella et de ses camarades en octobre 1956, était-ce une autre manifestation éclatante de désobéissance de l'armée? Georges Chaffard a montré qu'il y avait un lien entre l'action menée contre le village tunisien et l'Opération ouragan que la France au

même moment était en train d'organiser, en accord avec l'Espagne, pour «nettoyer» des forces de libération marocaines les territoires encore sous domination espagnole au Sahara à la confluence entre le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie⁷.

L'incident modifia radicalement la situation en Tunisie où un accord en vue de régler le contentieux sur le statut de l'armée française paraissait imminent grâce à une médiation américaine⁸. La diplomatie internationale se mobilisa et le gouvernement américain se déclara «profondément troublé». Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne nommèrent une commission de bons offices pour analyser les conséquences de la crise; ce qui ne manqua pas d'humilier la France qui se retrouvait ainsi en position d'accusée.

Désormais la Tunisie s'est sentie prise dans une même guerre avec les Algériens. Comme dès cette époque, elle était en mesure de conduire une politique indépendante et que le président Bourguiba voulait rendre définitif et visible, l'affranchissement de la Tunisie vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale, sa protestation fut extrêmement déterminée. Passé maître dans l'art de sensibiliser l'opinion internationale, il projeta l'événement sur la scène mondiale, bien que son objectif était de mettre fin à la guerre et non, comme voulait le FLN, de promouvoir son internationalisation. L'ambassadeur à Paris fut rappelé et le gouvernement demanda l'évacuation totale du territoire y compris Bizerte par les forces françaises, tout mouvement des forces françaises fut interdit jusqu'à la définition d'un nouveau calendrier d'évacuation, les cinq postes consulaires furent fermés et le Conseil de sécurité des Nations Unies saisi. Du point de vue français tout cela fut la preuve que le gouvernement tunisien ne pouvait pas contenir les "extrémistes" du FLN. La Tunisie s'inquiétait à son tour de l'influence grandissante de l'Egypte. La condamnation de la France au Conseil de Sécurité donna au gouvernement tunisien la possibilité de réunir autour de lui une majorité de consensus.

Mêlée si brutalement à la guerre, la Tunisie avait désormais davantage d'arguments pour intensifier ses pressions sur les dirigeants algériens. Après la défaite de la bataille d'Alger, les membres survivants et en liberté du CCE quittèrent l'Algérie pour trouver asile en Tunisie tandis que l'ALN était de plus en plus gênée par l'efficacité du barrage électrifié sur la frontière algéro-tunisienne (la ligne Morice). L'affaiblissement de la révolution sur le plan militaire et les échecs de l'ALN obligèrent le FLN à se réorganiser en dehors de l'Algérie, ce qui augmentait encore la dépendance à l'égard des soutiens externes.

Les modérés ayant adhéré tardivement au FLN furent les interlocuteurs privilégiés du gouvernement tunisien du côté algérien. Au lendemain de l'indépendance, Bourguiba invita Ferhat Abbas à habiter à Tunis, notamment pour le soustraire à l'influence de Gamal Abdel Nasser; selon lui, Tunis était «la capitale idéale» pour la discussion d'un cessez-le-feu avec la France. Abbas deviendrait le président du premier gouvernement provisoire de l'Algérie en lutte mais à l'époque le mouvement hésitait encore sur l'attitude à adopter vis-à-vis de celui qui avait si longtemps préconisé l'assimilation. Il était évident que choisir Ferhat Abbas signifiait travailler pour une solution à la guerre plus proche de l'interdépendance que d'une rupture totale entre l'Algérie et la France. La France, toutefois, ne donna pas l'impression de comprendre l'intention avec laquelle le gouvernement tunisien menait ses contacts avec les dirigeants du FLN.

L'Égypte, qui avait donné au début son appui à la politique de Salah Ben Youssef, avait perdu, chemin faisant, la «carte Ben Bella» et n'avait pas de relations très amicales avec les hommes du CCE en train de devenir le GPRA. Cependant, Nasser ne ménageait pas — comme Bourguiba mais contre Bourguiba — ses interventions qui ressemblaient souvent à des ordres ou à des sermons. Il se méfiait ouvertement de Bourguiba, dont il connaissait l'habileté manipulatrice. Il lui reprochait surtout de bloquer en Tunisie des armes égyptiennes destinées aux combattants algériens et de faire des suggestions de modération qui les démoralisaient. Il était tout à fait compréhensible que la Tunisie s'efforçât de soustraire le FLN à l'influence de l'Égypte car sa politique serait facilitée par l'ouverture de négociations alors que la guerre à outrance faisait le jeu de Nasser.

Le détournement du 22 octobre 1956

Le gouvernement tunisien avait été déjà au centre de l'incident du détournement de l'avion en vol le 22 octobre 1956 de Rabat à Tunis avec à bord quatre des neuf chefs historiques du FLN: Ben Bella, Boudiaf, Ait Ahmed et Mohammed Khider, et en plus Mostefa Lacheraf, intellectuel nationaliste et théoricien de la révolution. L'appareil, un DC-3 de la compagnie chérifienne de transports aériens avec équipage français, affrété par le roi Mohammed, fut contraint par la chasse française d'atterrir sur la piste de l'aérodrome Maison-Blanche d'Alger et les chefs algériens arrêtés par la police.

Les journaux français présentèrent la capture des dirigeants algériens comme un grand succès pour la France, et à Alger, on fêta la fin de la

guerre puisque les chefs de l'insurrection venaient d'être pris. Depuis quelque temps déjà, la presse avait fait de Ben Bella le chef de la révolution, ce qui permettait de crédibiliser la thèse d'une révolution téléguidée par le Caire où Ben Bella résidait souvent. Sa capture donnait d'autres arguments pour insister sur le rôle prééminent de Ben Bella. Son charisme et sa soif de pouvoir ont fait le reste: les masses savaient qui vénérer, les possédants qui maudire, les policiers qui arrêter. L'insurrection avait donc perdu sa tête et la répression de la «révolte» s'approchait de sa fin. C'était évidemment faux mais bon pour le moral.

Ces éminents voyageurs s'étaient rendus au Maroc pour discuter avec le roi du développement de la guerre et ils étaient attendus à Tunis en tant qu' hôtes personnels du gouvernement tunisien, pour une conférence au sommet entre les représentants des trois nations maghrébines. Ben Bella et ses compagnons étaient absents au Congrès convoqué en Kabylie par Abane et les colonels des wilayas car ils n'avaient pas eu le feu vert pour rentrer en Algérie. Ils jugeaient légalement nulles la réunion et ses délibérations parce qu'elles étaient intervenues sans la participation de la délégation extérieure et cherchaient à reprendre le contrôle du mouvement avec des rencontres publiques avec le roi du Maroc et le chef de gouvernement de la Tunisie. Plus tard, les «cinq» seront accusés d'avoir «manqué de vigilance révolutionnaire» en prenant un avion dont l'équipage appartenait à la nation contre laquelle ils étaient en guerre. Pour le moment, étant donnée la position déclarée de Mohammed V et de Bourguiba en faveur d'une solution négociée de la guerre, l'action des externes pouvait bien réussir à modifier les équilibres du mouvement algérien.

Le contexte politique dans lequel s'est situé l'affaire du DC-3 marocain comporte plusieurs contradictions. Ben Bella préconisait la convocation rapide d'un congrès, cette fois avec la participation de tous les responsables, en vue de «trancher» le conflit qui l'opposait au «frère Abane»⁹. Pensait-il avoir recours à la médiation du Maroc et de la Tunisie, ou bien, pour devancer Le Caire qui avait toujours soutenu Ben Bella, les autorités de Tunis et Rabat avaient-elles marqué un point par rapport à l'Égypte? La conférence convoquée en Tunisie avait-elle pour but d'affaiblir l'influence du Raïs égyptien sur des dirigeants algériens qui malgré la *Soummam* étaient encore en position de dicter leur ligne à la révolution algérienne? En relançant les chances de Ben Bella et des autres dirigeants extérieurs dans un cadre ouvert à une solution politique, le gouvernement tunisien voulait-il contrecarrer la montée en puissance des militaires qui échappaient à son influence?

Il est certain que la France suivait les préparatifs des rencontres à Rabat et Tunis avec beaucoup d'attention. Les autorités françaises estimaient que Mohammed V et Bourguiba souhaitaient «*contribuer à un règlement comportant une autonomie modérée dans laquelle l'Algérie aurait conservé un lien avec la France*»¹⁰. Les contacts ultra-secrets entre les émissaires de Guy Mollet et les représentants du FLN à Belgrade et Rome s'étaient terminés avec la promesse de se voir après la conférence de Tunis. D'un autre côté, il était notoire que certains éléments, dans l'armée française notamment¹¹, ne voulaient pas du succès d'une telle politique et misaient tout sur la solution militaire¹². Après la nationalisation du canal de Suez, le gouvernement français, qui préparait une attaque militaire contre l'Égypte, manqua du courage nécessaire pour désavouer le détournement. Cette affaire entraîna l'interruption immédiate des pourparlers en cours entre Français et Algériens car le FLN estimait qu'après un tel acte le gouvernement Mollet n'était pas fiable.

Invité par la Libye, la Tunisie et les États-Unis à proposer sa médiation pour obtenir la libération des prisonniers, le gouvernement italien préféra s'abstenir. La conférence qui devait parler de paix fut remplacée par de violentes déclarations de guerre et les ponts furent coupés pour longtemps. La méfiance de Mohammed V envers la France fut si grande que le roi demanda à l'Italie de lui envoyer un avion Alitalia, pour éviter de rentrer en Maroc à bord d'un avion piloté par des Français.

En comparant ces deux crises (de 1956 et 1958), on peut constater un décalage paradoxal entre les objectifs et les résultats. En 1956, la Tunisie avait essayé de défier l'Égypte, par la convocation d'un meeting à trois avec le Maroc et la délégation extérieure du FLN, pour tenter de trouver une solution politique susceptible de donner plus de poids aux modérés. D'après Ferhat Abbas, «*un immense espoir de paix était né à l'annonce de cette conférence qui devait rechercher une solution au problème algérien à travers la création d'un ensemble franco-nord africain*». Mais, après le détournement de l'avion de Ben Bella, ce fut plutôt l'aile dure du mouvement algérien, et surtout le groupe dirigeant résolu à contester la supériorité des dirigeants extérieurs, qui accru son pouvoir. Le projet d'un «ensemble franco-nord-africain» étant rejeté par les radicaux. Le FLN avait sauvé de justesse son unité, au moins formelle, et les extérieurs étaient neutralisés dans une cellule de la prison de la Santé. Quant aux chefs de l'intérieur, ils condamnèrent l'acte de terrorisme d'État commis par la France, mais, au fond ils étaient ravis car la réalité de la direction du CCE n'était plus mise en cause et que Bourguiba et le sultan devraient maintenant traiter avec eux.

De son côté, Ferhat Abbas pensait que le déroutement de l'avion avait aggravé les divergences qu'il avait constatées au sein de l'équipe à la tête de la révolution, parce que cela fit naître des ambitions chez un grand nombre de militaires, créant les prémises d'une future convergence, à la veille des accords de paix, entre les prisonniers d'Aulnoy (la dernière prison de Ben Bella et de ses compagnons) et l'état-major de l'Armée de Libération Nationale. Mameri, le biographe d'Abane, reconnaît que «*la capture de Ben Bella n'a pas réglé les problèmes de leadership*», fondés sur la rivalité croissante entre Ben Bella et Abane. L'issue de l'incident de Sakiet fut dans une certaine mesure contradictoire: l'escalade — voire les opérations militaires de l'ALN à partir du territoire tunisien — rendit service à la Tunisie en faisant avancer la composante modérée des forces en présence. Le bombardement était la démonstration que la guerre frappait non seulement l'armée extérieure et les réfugiés, mais aussi les pays qui hébergeaient les Algériens expatriés donnant donc des «droits» à la Tunisie. L'affaire de Sakiet provoqua en effet un revirement ou du moins un durcissement de la politique de Bourguiba qui pouvait désormais mieux contrôler l'activité des militants algériens sous le prétexte de protéger la souveraineté de son pays.

Sur le plan international, les travaux de la commission anglo-américaine s'achevèrent sur un succès de la ligne américaine, très favorable à la Tunisie et à une solution non-révolutionnaire de la guerre d'Algérie. Le président Eisenhower était persuadé que la guerre en Algérie menaçait dangereusement les intérêts occidentaux en Afrique du Nord et avait toujours utilisé Bourguiba — à ses yeux le plus indépendant et le plus enthousiaste ami de l'Amérique dans le monde arabe — afin de modérer les exigences du FLN; pour gagner son amitié, il lui avait même envoyé des armes à la fin de l'année 1957 malgré la farouche opposition de la France. Surtout après Sakiet, les Etats-Unis intensifièrent leurs interventions en faveur d'une solution politique à la guerre en Algérie pour que la Tunisie puisse se dérober au chantage des forces radicales arabes et résister à la tentation de se tourner vers l'Est.

En 1958 comme en 1956, la crise mettait en cause la politique du monde arabe. Bourguiba et Mohammed V étaient des obstacles à la stratégie du panarabisme révolutionnaire et Bourguiba ne cachait pas s'être engagé dans une compétition avec Nasser — dans les limites des possibilités de la Tunisie par rapport à la puissance de l'Egypte — et cette émulation pouvait bien passer par la révolution algérienne. Même la bataille de Bizerte en 1961 entra dans ce jeu de rivalité avec l'Egypte: le président tunisien voulait lui aussi «son Suez» pour se hisser au niveau du prestige

de Nasser. En 1958, Bourguiba en arriva même à la rupture des rapports avec l'Égypte à cause de Ben Youssef et les renoua seulement après la bataille de Bizerte en 1961.

La révision des rapports avec la France qui suivit la tragédie de Sakiet autorisa Bourguiba, fort du soutien américain, à faire davantage pression sur les chefs de la révolution algérienne. Et, effectivement, le FLN se plaindra d'être devenu un instrument de chantage à l'égard de la France, utilisé par les gouvernements marocain et tunisien, un «mineur ou un incapable» et non pas un «frère et partenaire égal».

Quelques semaines après le bombardement de Sakiet, la Tunisie, le Maroc et l'Algérie réexaminèrent leur politique maghrébine au sein de leurs partis politiques respectifs. La Conférence de Tanger (27-30 avril 1958) permit à l'Algérie, au Maroc et à la Tunisie de resserrer leurs liens. D'après les comptes rendus de la conférence intermaghrébine qui eût lieu à Tunis au mois de juin 1958 afin d'harmoniser la politique des trois pays, les délégués du FLN s'opposèrent à l'inclusion, dans la déclaration finale, d'un paragraphe dans lequel Marocains et Tunisiens, «animés du souci de restaurer la paix en Algérie, conscients de l'étroite solidarité des trois peuples d'Afrique du Nord et espérant l'avènement d'une ère de coopération pacifique et fructueuse entre l'Afrique du Nord et la France» réaffirmaient «leurs bonnes dispositions afin de rechercher les moyens susceptibles de mettre fin à la guerre sur la base du respect des souverainetés des trois peuples du Maghreb...». Le FLN n'avait «jamais fui la négociation», mais les mots choisis, au moment où la réaction triomphe à Alger, pouvaient faire penser à une concession imposée par une situation de faiblesse.

Les tensions entre Tunis et Paris s'intensifièrent après la constitution du GPRA en septembre 1958. Les Français avaient indiqué à Tunis que la reconnaissance du gouvernement algérien serait considérée comme un geste d'inimitié. Le gouvernement tunisien bien que peu favorable à l'idée d'un gouvernement algérien, ne pouvait ignorer la réalité: en raison des impératifs de la solidarité arabe, il était impensable de ne pas le reconnaître dès lors qu'il serait proclamé. Cela était d'ailleurs nécessaire si on ne voulait pas abandonner les Algériens aux seules directives du Caire et des pays de l'Est. La Tunisie et le Maroc ne cachaient pas leur souhait de voir le nouveau gouvernement algérien négocier avec la France en reprenant le discours interrompu en 1956. Pour le FLN toutefois le seul résultat acceptable était la restauration de l'Etat algérien détruit par le colonialisme, et la guerre se prolongera pendant quatre ans encore.

Giampaolo Calchi Novati est professeur à l'Université de Pavia, Italie.

Notes :

1. *Fathi Al Dib*, Abdel Nasser et la révolution algérienne, *L'Harmattan*, Paris, 1985, pp. 13 et ss. Pour l'Algérie il n'y avait pas Ben Bella, prétendu «homme du Caire» mais Mohammed Khider. Le marocain Allal el-Fasi, présent, ne signa pas le document et Ben Youssef aussi s'abstint parce que les autres signataires n'étaient pas chefs des mouvements respectifs. L'accord était de toute façon plus politique que militaire. Voir aussi Mohamed Lebjaoui, *Vérités sur la révolution algérienne*, Gallimard, 1970.
2. *Nicole Grimaud*, La politique étrangère de l'Algérie (1962-1984), *Karthala*, Paris, 1984.
3. *Nicole Grimaud*, La Tunisie à la recherche de sa sécurité, *PUF*, Paris, 1995.
4. *Samia El Machat*, «Les relations franco-tunisiennes dans la tourmente algérienne (1957-1961)», in *Actes du VIII Colloque international sur Histoire orale et relations tuniso-françaises de 1945 à 1962, la parole aux témoins*, Publications de l'Institut Supérieur d'Histoire du Mouvement National, Tunis, 1998
5. *Documents diplomatiques français (DDF)*, 1956, t. II, n. 165 .
6. *Benjamin Stora-Zakya Daoud*, Ferhat Abbas, une utopie algérienne, *Denoël*, 1995.
7. *Georges Chaffard*, Les carnets de la décolonisation, *Calmann-Lévy*, 1965.
8. *DDF*, 1958, t. I, n. 79.
9. *Ait Ahmed*, La guerre et l'après-guerre, *Minuit*, 1964.
10. *DDF*, 1956, t. II, n. 309.
11. Une voix représentative de l'armée peut être considérée, celle du maréchal Juin, qui, dans son livre publié en 1957 (*Le Maghreb en feu*, Plon, Paris, 1957), accusa la Tunisie et le Maroc d'avoir ouvert portes et fenêtres («...il fallait s'attendre à de nouvelles flambées s'élevant haut dans le ciel») et menaça : «Il serait grand temps que la France fit enfin entendre à ses présomptueux voisins que la question de la sécurité des confins algériens se pose aujourd'hui avec plus d'acuité peut-être que dans le passé et qu'elle se trouve être étroitement liée à celle de l'interdépendance» .
12. D'après le témoignage de *Christian Pineau*, ministre des Affaires étrangères (1956/Suez, *Laffont*, Paris, 1976), *Guy Mollet* fut troublé par l'arraisonnement et voulait «relâcher les prisonniers» et à ce propos le président de la République, *Coty*, détenait la même position. Mais finalement Mollet décida d'entériner le rapt pour sauver le gouvernement, attendu à un rendez-vous crucial pour l'édification de l'Europe.